



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES  
(ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE)

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

N°CCAP-2025-15

### OBJET DU MARCHE :

**PRESTATIONS DE GARDIENNAGE ET DE SECURITE INCENDIE DES LOCAUX  
DE LA GRANDE CHANCELLERIE DE LA LEGION D'HONNEUR**

**PROCEDURE ADAPTEE OUVERTE EN VERTU DES ARTICLES L.2123-1 ET R.2123-1  
ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

### POUVOIR ADJUDICATEUR :

Grande chancellerie de la Légion d'honneur  
Pôle Marchés Publics  
1 rue de Solférino  
75700 PARIS 07SP  
Téléphone : 01.40.62.83.48  
[marches@legiondhonneur.fr](mailto:marches@legiondhonneur.fr)

Classification CPV : 79713000-5 (Services de gardiennage)

**SOMMAIRE**

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES .....	3
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE .....	3
ARTICLE 3 : MODE DE CONSULTATION .....	4
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	4
ARTICLE 5 : FORME DU MARCHE.....	4
ARTICLE 6 : MONTANT DU MARCHE.....	5
ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHE.....	5
ARTICLE 8 : ASSURANCES .....	5
ARTICLE 9 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	6
ARTICLE 10 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE .....	7
ARTICLE 11 : REFERENT DU TITULAIRE AU SEIN DE LA GRANDE CHANCELLERIE .....	7
ARTICLE 12 : CONTROLE D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 13 : PENALITES .....	8
ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE .....	9
ARTICLE 15 : SECURITE ET CONFIDENTIALITE .....	10
ARTICLE 16 : PRIX.....	11
ARTICLE 17 : REVISION DES PRIX .....	11
ARTICLE 18 : AVANCE .....	12
ARTICLE 19 : ACOMPTES.....	12
ARTICLE 20 : MODALITES DE FACTURATION .....	12
ARTICLE 21 : PAIEMENTS .....	14
ARTICLE 22 : NANTISSEMENT.....	16
ARTICLE 23 : RESILIATION .....	17
ARTICLE 24 : LITIGES .....	17
ARTICLE 25 : DISPOSITIONS PARTICULIERES .....	18
ARTICLE 26 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. Fournitures courantes et services .....	18

## 1<sup>ère</sup> PARTIE : DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre :

***D'une part,***

**La grande chancellerie de la Légion d'honneur**, ordre national, personne morale de droit public *sui generis* régie par le Code de la Légion d'honneur, dont le siège administratif est situé 1 rue de Solférino à Paris (75007), inscrite et immatriculée au Registre de l'INSEE sous le numéro 180 000 010 00017, dénommé dans les documents par le terme « Pouvoir adjudicateur »,

La personne habilitée à signer le marché est le Général d'Armée, Benoît PUGA, Grand Chancelier, ou son représentant dûment habilité,

***D'autre part,***

Le prestataire, dont l'acte d'engagement aura été approuvé, dénommé dans les documents par le terme "Titulaire".

### ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ

***2.1 Objet :***

Le présent marché a pour objet **des prestations de gardiennage et de sécurité-incendie des locaux de la grande chancellerie de la Légion d'honneur.**

***2.2 Contenu du marché :***

Le présent accord-cadre constitue un lot unique sur le fondement de l'article L.2113-11 du code de la commande publique. En effet, pour des raisons aussi bien techniques que financières, l'allotissement n'est pas viable pour la présente procédure. Les prestations ne peuvent pas être réalisées par deux opérateurs économiques différents.

***2.3 Nature des prestations :***

Les prestations objet du présent marché seront exécutées selon les conditions et selon les modalités prévues au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)

***2.4 Lieu d'exécution du marché :***

Les prestations objet du présent accord-cadre devront être livrées sur les trois sites suivants :

Codification utilisée dans les documents	Sites et adresses
GCLH	Grande chancellerie de la Légion d'honneur 1 rue de Solférino, 75007 PARIS <b>La majeure partie des prestations a lieu sur ce site.</b>
MELH-SD	Maison d'éducation de la Légion d'honneur de Saint-Denis 5 rue de la Légion d'honneur, 93206 SAINT-DENIS CEDEX 01
MELH-LL	Maison d'éducation de la Légion d'honneur des Loges Route d'Achères – B.P. 80866, 78108 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

## ARTICLE 3 : MODE DE CONSULTATION

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure adaptée ouverte conformément aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du code de la commande publique.

## ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont dans l'ordre de priorité décroissant, les suivantes :

### 4-1 Pièces particulières :

1. L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe : le Bordereau de Prix Unitaires (B.P.U.),
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
3. Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),
4. L'offre technique du titulaire.
5. Les bons de commande.

Les exemplaires de l'acte d'engagement et de son annexe, du C.C.A.P., du C.C.T.P. et de l'offre technique du titulaire conservés dans les archives de l'administration font seul foi.

### 4-2 Pièces générales :

1. Le code de la commande publique
2. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures et de services,
3. D'une manière générale, l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et tous les textes nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des pièces contractuelles.

*Nota ; Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, elles sont réputées connues des parties en présence. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes réglementaires pour l'exécution du présent marché.*

### 4-3 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles :

**4.3.1** Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus au 4.1 et 4.2 exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

**4.3.2** Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

**4.3.3** Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

## ARTICLE 5 : FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire en application de l'article L.2125-1 du code de la commande publique.

**ARTICLE 6 : MONTANT DU MARCHÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R2162-4 du code de la commande publique, le présent marché s'inscrit dans les seuils suivants pour toute la durée du marché :

Seuil minimum en € H.T.	Seuil maximum en € H.T.
<i>Néant</i>	<b>135 000 €</b>

**L'accord-cadre à bons de commande sera conclu avec un seul opérateur économique.**

**ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG Fournitures courantes et services, le marché est conclu depuis sa date de prise d'effet ou, à défaut, sa date de notification, pour une durée ferme de **4 ans** sous réserve que le seuil maximum ne soit pas atteint avant la terme de la période. Il n'est pas prévu de reconduction.

La date de prise d'effet prévisionnelle est fixée au 29 avril 2026.

**ARTICLE 8 : ASSURANCES**

Le titulaire déclare avoir souscrit toutes les assurances nécessaires pour garantir les dommages corporels et matériels que son personnel, ainsi que toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, pourrait causer pendant l'exécution du marché, y compris par un sous-traitant éventuel qui effectuerait les livraisons.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire sera tenu de produire son ou ses attestations d'assurance. Chaque attestation devra indiquer le type de garantie, la nature des risques couverts et sa période de validité. A défaut de production dans un délai de 7 jours francs à compter de l'expédition de la demande, le marché sera résilié aux torts et risques du titulaire.

Le montant des garanties devra être suffisant pour couvrir les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures qui seraient causés du fait de son activité ci-dessus définie dans le patrimoine de la grande chancellerie de la Légion d'honneur.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation, il sera tenu de dédommager la grande chancellerie ou toute autre victime, à ses frais exclusifs pour l'ensemble des dommages qui auront pu être causés.

## **2<sup>ème</sup> PARTIE : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **ARTICLE 9 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### ***9.1 Conditions de lancement des prestations :***

**9.1.1** Le présent marché ne deviendra définitif et exécutoire qu'après avoir été notifié au titulaire.

**9.1.2** L'exécution des prestations se fera à la demande du pouvoir adjudicateur, en fonction des besoins, après réception par le titulaire des bons de commande.

**9.1.3** Les bons de commande seront émis par un représentant du pouvoir adjudicateur, dûment habilité. La durée maximale d'exécution des bons de commande sera indiquée sur le bon de commande et devra être respectée impérativement.

**9.1.4** Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

#### ***9.2 Contenu et notification des bons de commande :***

**9.2.1** Les bons de commande fixeront notamment :

- Référence du marché (objet, numéro, date),
- Nom et adresse du titulaire,
- Service émetteur de la commande,
- Date d'émission du bon de commande,
- Numéro de référence de la commande,
- Prestations et quantités à exécuter,
- Prix unitaires H.T. par référence au bordereau de prix,
- Montant total H.T.,
- Taux et montant de la T.V.A.,
- Montant total T.T.C. de la commande,
- Délai imparti pour l'exécution des prestations,
- Adresse d'exécution des prestations : l'exécution des prestations pourra se faire sur les 3 sites indiqués à l'article 2.4 du présent C.C.A.P. et cela sans supplément de prix,
- Imputation budgétaire,
- Signature de la personne habilitée.

**Les bons de commande pourront être émis directement par le pouvoir adjudicateur.** Pour autant, ce dernier pourra demander au titulaire l'établissement d'un devis si les prestations nécessitent de faire appel aux compétences techniques du titulaire. Le cas échéant, le devis devra indiquer le numéro de marché, le numéro de lot, **et les numéros de postes du BPU**. Dans ce cas, le titulaire est tenu de transmettre les devis demandés dans un délai maximum de 5 jours ouvrés.

**9.2.2 En cas d'urgence seulement**, la demande de prestations pourra être faite par téléphone ou par courriel. Elle sera confirmée par un bon de commande qui sera délivré a posteriori dans les 24 heures suivant la demande.

**9.2.3** Le titulaire doit aviser le pouvoir adjudicateur de l'achèvement des prestations commandées afin qu'une réception contradictoire soit faite dans les meilleurs délais.

**9.2.4** Si le titulaire rencontrait des difficultés extraordinaires et imprévisibles ou autres l'empêchant d'exécuter les prestations dans les délais impartis, il devrait impérativement les signaler par écrit au pouvoir adjudicateur.

#### ***9.3 Conditions d'exécution :***

Le titulaire est réputé avoir pris parfaite et entière connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à la réalisation des prestations, il reconnaît avoir notamment :

- Localisé et visité les lieux,

- Pris connaissance complète et entière de la situation des sites dans lesquels il aura à intervenir, de leurs abords ainsi que de leurs conditions d'accès.

**Les prestations pourront être réalisées sur les 3 sites indiqués à l'article 2.4 que ce soit au siège de la grande chancellerie ou au sein de ses deux maisons d'éducation et cela sans supplément de prix.**

## **ARTICLE 10 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

### ***11.1 Généralités :***

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est donc seul responsable des dommages qui de ce fait pourraient être causés à son personnel, à des tiers, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers lors de l'exécution des prestations.

En cas de détérioration de biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts commis.

Le titulaire devra être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à toute la réglementation en vigueur.

Il devra notamment être à jour des règlements relatifs aux impôts et taxes divers, droits d'enregistrement, taxe sur les salaires, cotisations sociales et familiales et congés payés.

Les salariés devront être employés régulièrement au regard des articles du Code du Travail.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent à tous les égards, les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, etc.).

Tout accident ou maladie pouvant affecter le personnel du titulaire pendant la durée des prestations est entièrement pris en charge par le titulaire.

Chaque employé sera muni d'une carte d'identité professionnelle spécifique établie par les soins du titulaire qui s'engage à fournir un personnel présentant toutes les garanties de moralité, de probité et de bons services, ainsi qu'à n'employer que ce soit sans s'être, au préalable, renseigné de son mieux sur ses antécédents.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'interdire l'accès du site à tout personnel qu'il jugerait indésirable, notamment du fait de sa tenue ou de sa conduite en service. Tout agent qui donnerait lieu à des plaintes graves et justifiées par manque d'égard ou de politesse, envers le personnel de la grande chancellerie, les élèves des maisons d'éducation ou des tiers, pourra être évincé sur simple demande du pouvoir adjudicateur sans que le titulaire puisse prétendre au versement de quelque indemnité que ce soit.

### ***11.2 Exécution aux frais et risques (article 45 du C.C.A.G. F.C.S.) :***

En cas de carence du titulaire à respecter les prescriptions et clauses du marché et notamment les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire intervenir après mise en demeure restée sans effet après 15 jours francs, un autre prestataire sans que le titulaire puisse s'y opposer ou prétendre à ce titre à une indemnité quelconque (article 14.5 du présent C.C.A.P.).

## **ARTICLE 11 : REFERENT DU TITULAIRE AU SEIN DE LA GRANDE CHANCELLERIE**

Le référent du présent marché pour la grande chancellerie de la Légion d'honneur est le chef du pôle de la logistique, de l'hygiène et de la sécurité, Monsieur Vincent LEFEVRE.

Ses coordonnées sont les suivantes :

Téléphone : 01.40.62.83.51 / 06.74.10.02.58

Courriel : [vincent.lefevre@legiondhonneur.fr](mailto:vincent.lefevre@legiondhonneur.fr)

Il assurera toutes les liaisons avec le référent du titulaire. Toutes communications dans le cadre du marché devront lui être adressées prioritairement.

## ARTICLE 12 : CONTROLE D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le pouvoir adjudicateur effectue des opérations de vérification selon les dispositions prévues au C.C.T.P.

Ces opérations doivent lui permettre de vérifier si les prestations prévues au marché ont bien été exécutées.

En cas de constat d'inexécution ou de mauvaise exécution, il sera procédé par le pouvoir adjudicateur à une réfaction sur les prix. Le montant de la réfaction sera arrêté par le pouvoir adjudicateur en fonction de la nature du non-respect par le titulaire de ses obligations contractuelles. Le montant lui est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception postal. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de cette lettre pour faire connaître son acceptation ou son refus à l'encontre de la décision du pouvoir adjudicateur. Passé ce délai, la réfaction sera considérée comme acceptée par le titulaire. En cas de refus de cette réfaction, le pouvoir adjudicateur prononcera la résiliation automatique du marché au tort du titulaire sans autre mise en demeure. La date d'effet de la résiliation sera la date du lendemain de l'échéance de ce délai de 15 jours.

L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du titulaire et ne saurait le dégager de ses obligations légales et contractuelles.

Indépendamment des sanctions exercées par le pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu à un contrôle permanent de son personnel pour s'assurer de la bonne exécution des consignes.

## ARTICLE 13 : PENALITES

Les pénalités indiquées ci-dessous sont cumulables.

Elles seront déduites du montant restant dû ou elles feront l'objet d'un ordre de reversement. Les pénalités restent dues en cas de résiliation du marché. Les pénalités sont encourues du seul fait de la constatation du retard ou du manquement par les services du pouvoir adjudicateur.

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G. F.C.S., aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.**

### ***14.1 Pénalités pour retard ou interruption de présence :***

Il sera appliqué une pénalité de retard de **50 € TTC par heure de retard pour toute intervention et pour chaque interruption de présence dûment constatée.**

Toute heure de retard entamée ouvrira droit à pénalités.

Cette pénalité est applicable également dans les cas où le personnel du titulaire est présent mais ne peut effectuer ses missions en raison du caractère incomplet de son équipement (clés, moyens de communication, tenue négligée, etc.).

Les pénalités sont plafonnées à 25% du montant des prestations réalisées au cours du mois au titre duquel les pénalités sont appliquées.

### ***14.2 Pénalités pour carence dans la tenue des documents listés au C.C.T.P. :***

Il sera appliqué **une pénalité de 50 € TTC par unité de prestation** (par cycle de travail, journée d'intervention, manifestation) pour tout document listé dans les cahiers des clauses techniques particulières



qui ne serait pas tenu correctement et conformément aux stipulations du C.C.T.P. et des textes réglementaires en vigueur.

Cette pénalité est également applicable en cas de présentation de facture non conforme aux stipulations de l'article 21 du présent document.

#### **14.3 Pénalités pour travail dissimulé :**

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activités ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant minimum TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du Travail en matière de travail dissimulé.

#### **14.4 Clauses complémentaires :**

En cas de prestations non exécutées, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de se substituer au titulaire, après mise en demeure préalable adressée en recommandé avec accusé de réception postal, non suivie d'exécution dans un délai de 15 jours francs, pour faire exécuter les prestations commandées et non exécutées.

Ces mesures seront notifiées au titulaire et les prestations seront effectuées à ses frais et risques.

Les coûts supportés par le pouvoir adjudicateur en cas de recours à une autre entreprise seront payés par l'entreprise défaillante, auxquels une pénalité supplémentaire de 10% sera appliquée en sus des obligations découlant de l'article 45 du C.C.A.G. Fournitures courantes et services.

### **ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE**

La loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance s'applique au présent marché.

A titre exceptionnel, le titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

**Le recours à une entreprise sous-traitante n'est possible que pour les prestations ayant lieu en journée, en jour ouvré et sous la surveillance d'un agent de la grande chancellerie. Le recours à une entreprise autre qu'une entreprise de surveillance agréée par le Conseil national des activités privées de sécurité (C.N.A.P.S.) est interdit.**

#### **15.1 Demande de sous-traitance faite avant la conclusion du marché :**

Le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations ou travaux pour laquelle la sous-traitance est envisagée,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant, ainsi que les références de travaux similaires,
- Les déclarations sur l'honneur fournies dans le dossier de consultation du présent marché à remplir, dater et signer par le sous-traitant,
- Une attestation de l'U.R.S.S.A.F., les certificats des administrations fiscales et sociales (liasse 3666), et pour le candidat qui n'est pas affilié à une caisse de congés payés, une déclaration sur l'honneur par laquelle il affirme verser à ses salariés leurs indemnités de congés payés et ne pas les mettre au

- chômage pour cause d'intempéries,
- Ou une attestation de régularité fiscale,
- L'attestation d'assurance du sous-traitant,
- Le formulaire DC4,

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Les divers formulaires énoncés ci-dessus sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique :  
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

### ***15.2 Demande de sous-traitance présentée en cours d'exécution du marché :***

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé, ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé réception, une déclaration spéciale contenant les renseignements mentionnés ci-dessus (article 15.1).

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance et autres documents administratifs nécessaires, de ses sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire avant commencement des travaux correspondants.

### ***15.3 Nantissement de créances :***

En cas de nantissement, le titulaire devra restituer l'exemplaire unique.

## **ARTICLE 15 : SECURITE ET CONFIDENTIALITE**

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître, sous peine de résiliation du marché.

Il est également tenu de prendre toutes mesures nécessaires à l'égard de son personnel et de toute personne agissant pour son compte, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en avoir connaissance.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

### **3<sup>ème</sup> PARTIE : PRIX ET REGLEMENT**

#### **ARTICLE 16 : PRIX**

##### ***17.1 Nature des prix :***

Les prix indiqués au bordereau sont des prix unitaires.

Les prix sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de remise des offres (Mois zéro).

##### ***17.2 Contenu des prix :***

**17.2.1** Les prix unitaires comprennent toutes les dépenses, charges et aléas résultant de l'exécution des prestations y compris toutes suggestions particulières découlant de la spécificité des services, des lieux, des circonstances locales, ils comprennent enfin les bénéfices du titulaire.

Les prix comprennent notamment et en général :

- L'ensemble des dépenses nécessaires à la totale et complète réalisation des prestations, objet du présent marché,
- Les frais de main d'œuvre, à quelque titre que ce soit, notamment à charges spéciales de tous ordres, primes et indemnités diverses (Déplacements, hébergements, nourriture, assistance médicale du personnel du titulaire),
- Toutes les assurances et frais résultant des précautions à prendre en cas d'accident,
- Tous les frais propres à l'entreprise,
- Toutes charges fiscales, sociales, générales ou spéciales frappant les prestations,
- Tous frais généraux, faux frais, bénéfices et aléas de toutes sortes,
- La gêne occasionnée par l'encombrement du site ou la présence d'occupants,
- La gêne occasionnée par les difficultés d'accès,
- Les contraintes particulières d'intervention.

**17.2.2** Le montant des factures sera calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur au moment de leur établissement.

#### **ARTICLE 17 : REVISION DES PRIX**

**18.1** Les prix sont révisibles lors de chaque reconduction, à la date anniversaire de la prise d'effet du marché, par l'application de la formule suivante :

$$\text{Coefficient de révision} = 0,15 + \left( 0,85 \times \frac{I}{I_0} \right)$$

Dans laquelle, l'indice retenu est :

- I = Indice référencé sous le numéro **010546195 - Services de sécurité privée**, publié trimestriellement, notamment au « Moniteur des travaux publics » (cahier détachable), valeur à la date de révision,
- I<sub>0</sub> = même indice, valeur du mois zéro.

**La demande de révision doit émaner du titulaire : elle doit parvenir un mois avant la date anniversaire. Les coefficients de révision seront présentés au millième près.**

En cas de suppression de l'indice visé ci-dessus, le pouvoir adjudicateur établira un avenant modifiant la présente formule de révision des prix.

**18.2** Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG FCS, la valeur du coefficient obtenu par application de la formule paramétrique sera arrondie :

- au millième supérieur si la quatrième décimale est supérieure ou égale à 5,
- au millième inférieur si la quatrième décimale est inférieure à 5.

## ARTICLE 18 : AVANCE

Le pouvoir adjudicateur fait application de l'option A de l'article 11.1 du C.C.A.G. F.C.S.

Si les conditions pour bénéficier de l'avance sont remplies et **si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il devra signifier sa renonciation** au pouvoir adjudicateur au moment venu.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

## ARTICLE 19 : ACOMPTES

Il n'est pas prévu de règlement d'acomptes.

Les paiements seront effectués en un seul terme après admission de la facture correspondant au prix des prestations commandées conformément au bon de commande établi.

## ARTICLE 20 : MODALITES DE FACTURATION

**21.1** Les prix facturés seront ceux en vigueur à la date de notification du marché la 1<sup>ère</sup> année.

Les mêmes prix seront ensuite révisés selon la formule et les conditions indiquées à l'article 20 du présent C.C.A.P.

Toutefois, le titulaire est libre de proposer une remise supplémentaire ponctuelle et ce sans qu'il soit nécessaire de recourir à la passation d'un avenant.

Il peut également proposer cette remise supplémentaire ponctuelle en fonction du volume commandé par le pouvoir adjudicateur et ce sans qu'il soit nécessaire de recourir à la passation d'un avenant. Le cas échéant, le titulaire devra faire figurer la remise dans une ligne à part sur le devis et sur la facture.

Les factures seront établies en fonction du bon de commande à l'achèvement des prestations prescrites par celui-ci. Il ne sera pas accepté de facture récapitulative concernant plusieurs bons de commande.

**21.2** Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG F.C.S. Outre les mentions légales, les factures porteront les indications suivantes :

- Nom ou raison sociale – adresse du titulaire,
- Objet – date – numéro du marché,
- Références de la commande (n° de bon de commande le cas échéant),
- Date et adresse précise de livraison des prestations,
- Détail des prestations livrées et éventuellement leur qualité,
- Modalités de règlement (références du compte à créditer),
- Les prix unitaires H.T. et les numéros de postes au B.P.U.,
- Le montant H.T. des prestations,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant T.T.C. des prestations,
- La date d'établissement de la facture,

- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par chacun,

Il est rappelé que les références du marché doivent être rappelées sur les devis et les factures, sur tout bon de livraison exécutée par le titulaire ou par un tiers fournisseur du titulaire, et dans toute correspondance. Les correspondances seront adressées au service de facturation indiqué sur le marché et sont rédigées en français. En cas de non-respect répété du formalisme de la facturation, le titulaire pourra se voir appliquer la pénalité prévue à l'article 14.2 du présent C.C.P.

#### En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations,
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

#### En cas de sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse au titulaire du marché sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé dûment daté et signé, ou l'envoie sous forme électronique via le portail de facturation CHORUS PRO.

*Précisions si le sous-traitant émet des factures électroniques via CHORUS PRO :*

- *La facture émise par le sous-traitant à destination du titulaire peut être envoyée par le sous-traitant en pièce jointe de la demande de paiement. ;*
  - *Tous les modes de transmission sont autorisés. En mode Portail, le dépôt ou la saisie de la facture s'effectuent via l'espace « Factures émises ».*
- Le titulaire a 15 jours à compter de la signature de l'avis de réception, du récépissé, ou de la date de mise à disposition au titulaire du marché de la facture électronique du sous-traitant dans CHORUS PRO pour donner son accord ou notifier son refus de paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les demandes ou les pièces ou parties de ces demandes ou de ces pièces qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.
- En cas de dématérialisation de la demande de paiement du sous-traitant : seuls les modes Service et Portail permettent la validation de la demande de paiement par le titulaire. La validation de la demande de paiement s'effectue via l'espace « Factures à valider ».
- Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour valider la demande de paiement dans l'espace « Factures à valider » de CHORUS PRO en mode Portail ou Service. En l'absence de prise en charge dans ces délais par le titulaire, la validation est tacite.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement sur le portail CHORUS PRO au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter :
  - Soit de la réception (postale, physique ou électronique via CHORUS PRO) par le pouvoir adjudicateur, de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé.
  - Soit de l'expiration du délai accordé au titulaire (à partir de la réception physique ou électronique via CHORUS PRO) pour donner son accord ou son refus au paiement, aucun accord ou refus n'ayant été notifié.

- Soit de la réception par le pouvoir adjudicateur, de l'avis postal attestant que le pli (envoyé par le sous-traitant au titulaire) a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- Le titulaire du marché a l'obligation d'informer ses sous-traitants des dispositions prévues au présent article.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## ARTICLE 21 : PAIEMENTS

### 22.1 Demandes de paiement :

**Toutes les factures devront impérativement être transmises via la plateforme Chorus Pro, disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la facture sera automatiquement rejetée par le pouvoir adjudicateur.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- le « numéro d'engagement », s'il y a lieu, qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

Les renseignements généraux relatifs à la mise en ligne de factures sur le portail CHORUS PRO pour paiement par la grande chancellerie sont les suivants :

SIRET	180 000 010 00017
Code service exécutant CHORUS	BGBF
Transmission des factures obligatoire	OUI
Contact comptabilité	Bureau du budget et de l'achat public
Nom responsable	Madame Marie-Laure VINCENT
Mail	<a href="mailto:budget@legiondhonneur.fr">budget@legiondhonneur.fr</a>
Téléphone	01 40 62 83 55 ou 01 40 62 84 05 ou 01 40 62 84 06
Numéro d'engagement (facultatif)	Numéro du bon de commande

**22.2 Paiements :**

**22.1.1** Les paiements s'effectueront après exécution du service fait et suivant les règles de la Comptabilité Publique dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G. F.C.S.

**22.1.2** Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement, ou de réception de la facture ou de la date de notification de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations s'agissant de l'avance.

**22.1.3** Le règlement des sommes dues sera effectué par virement (mandat) administratif.

**22.1.4** Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement par un autre biais que par la plateforme CHORUS PRO,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si les mentions légales et les indications indiquées à l'article 23.2 ne figurent pas sur la facture,
- si le contrôle des prestations prévues dans le présent C.C.A.P. et au C.C.T.P. n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera adressée au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs ou renseignements complémentaires à fournir. Cette notification pourra être faite par courrier recommandé avec accusé réception ou par courrier électronique avec accusé réception ou par tout autre moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

**22.3 Intérêts moratoires :**

Le dépassement du délai de paiement indiqué ci-dessus ouvre de plein droit le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

**Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire concerné peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.**

**22.4 Retenue de garantie :**

Le marché ne comporte pas de clause de retenue de garantie.

**22.5 Monnaie de compte du marché :**

L'euro est la monnaie de compte du marché.

**22.6 L'ordonnateur des dépenses est :**

**Monsieur le Grand Chancelier ou son représentant dûment habilité**  
**Grande chancellerie de la Légion d'honneur**  
**1 rue de Solférino**  
**75700 PARIS 07 SP**

**22.7** Le comptable assignataire des paiements est :

**Monsieur Eric VALETTE**  
**Agence comptable**  
**1, rue de Solférino**  
**75700 PARIS 07SP**  
**Téléphone : 01.40.62.83.45 ou 46**

## **ARTICLE 22 : NANTISSEMENT**

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement selon les conditions prévues aux articles L2191-8 et R2191-45 et suivants du code de la commande publique.



## **4<sup>ème</sup> PARTIE : RESILIATION – LITIGES**

### **ARTICLE 23 : RESILIATION**

#### ***24.1 Résiliation aux torts du titulaire :***

En complément des dispositions prévues aux articles 39 et suivants du C.C.A.G. Fournitures courantes et services, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché dans les cas suivants :

- Incapacité de produire les attestations fiscales, sociales et d'assurance dans les délais impartis,
- Emploi de personnel non officiellement déclaré,
- Sous-traitance non déclarée telle que prévue à l'article 15 du présent C.C.A.P.,
- Non-respect répété des délais d'exécution des prestations,
- Tromperie sur la qualité des fournitures livrées ou sur la qualité d'exécution des prestations,
- Faute grave mettant en danger la sécurité des usagers,
- Non-respect des obligations de confidentialité et de discrétion incombant au titulaire dans le cadre du marché.

Dans les cas ci-dessus énumérés, le pouvoir adjudicateur serait en droit de résilier le marché en cause de plein droit après mise en demeure adressée au titulaire restée sans effet pendant un délai de 15 jours francs.

Cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article L2195-4 du code de la commande publique, lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-11 du ce même ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le présent marché pour ce motif.

D'autre part, en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

#### ***24.2 Résiliation unilatérale :***

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre fin au marché, sans indemnité, pour tout motif d'intérêt général et à tout moment, par décision de résiliation notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **ARTICLE 24 : LITIGES**

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au :

#### **Tribunal Administratif de Paris**

7, rue de Jouy

75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

#### **Organe chargé des procédures de médiation :**

Comite consultatif interrégional de règlement amiable des différends

5 rue Leblanc

75911 Paris

Téléphone : 01 82 52 42 72

Télécopie : 01 82 52 42 95

Courriel : [ccira@paris-idf.gouv.fr](mailto:ccira@paris-idf.gouv.fr)

Introduction des recours :

Le titulaire pourra également demander que les litiges ou les différends nés à l'occasion de la passation du marché soient, conformément aux articles R2197-1 et suivants du code de la commande publique, soumis à l'avis du Comité Consultatif de Règlement Amiable. Les frais d'expertise éventuellement engagés seront à la charge du titulaire sauf décision contraire du comité.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Grande chancellerie de la Légion d'honneur  
Pôle Marchés Publics  
1 rue de Solferino, 75700 PARIS 07SP  
Téléphone : 01.40.62.83.48      Courriel : [marches@legiondhonneur.fr](mailto:marches@legiondhonneur.fr)

**ARTICLE 25 : DISPOSITIONS PARTICULIERES****26.1 : Titres :**

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, ce sont ces dernières qui auront priorité.

**26.2 : Non validité partielle :**

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les clauses invalidées.

**26.3 : Référence :**

**Si le titulaire veut user de la référence de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, il sera tenu d'en demander à son représentant l'autorisation préalable.**

**26.4 : Annexes au marché :**

Les annexes au marché en font partie intégrante à l'exception de l'aide à la révision des prix.

**26.5 : Langue :**

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

**ARTICLE 26 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. Fournitures courantes et services**

Toutes les dispositions du C.C.A.G. fournitures courantes et services s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent cahier à savoir :

Articles	C.C.A.P.	C.C.A.G. F.C.S.
Ordre des pièces	Art. 4	Art. 4.1
Durée du marché	Art. 5	Art. 13.1.1
Pénalités	Art. 14	Art. 14.1.3
Révision des prix	Art. 18.2	Art. 10.2.3